

Une lecture commentée du site de l'association « Teach for France »

Pierre Cuvelier, août 2016

"Teach for France", membre du réseau "Teach for All" émanant lui-même de l'association américaine "Teach for America" créée en 1990, développe une rhétorique anxiogène au sujet des failles de l'Education nationale et se propose d'y remédier en recrutant "de jeunes diplômés" pour les envoyer dans des établissements difficiles avec pour but affiché de leur donner envie de rester enseignants. Le système éducatif français est certes perfectible (et je ne suis pas le dernier à critiquer ses défauts). Seulement voilà : dans ce cas précis, une lecture un peu attentive du site de l'association laisse penser que le "remède" a de fortes chances d'être bien pire que le mal. Un peu de lecture au sujet des "exploits" des autres organisations du même réseau dans d'autres pays montre que c'est loin d'être une supposition en l'air : à l'étranger, c'est déjà une réalité des plus sordides.

Cette analyse se fonde sur la consultation du [site Internet de "Teach for France"](#) le 10 août 2016. Vous pouvez consulter [une archive de son état du 4 mars 2016 sur l'Internet Archive](#).

Vous trouverez aussi sur cette page des liens vers des articles et témoignages analysant les associations-membres du réseau "Teach for All", ainsi qu'une bibliographie.

La page d'accueil du site

La page d'accueil du site déploie une rhétorique bardée de chiffres dénonçant les failles du système éducatif français. Voyons cela. Le gros titre de la page consiste à dénoncer « des inégalités sociales marquées et croissantes ». Trois chiffres sont présentés au-dessous, ce qui laisse penser qu'il s'agit d'arguments à l'appui de cette thèse. Lisons.

- Le premier chiffre indique le nombre de postes au CAPES non pourvus en 2015 faute de candidats. Je suppose que c'est supposé montrer que l'Education nationale a du mal à recruter, mais en quoi cela représente-t-il une « inégalité sociale » ? Mystère.
- Deuxième chiffre : « 1ère. c'est la place de la France, championne de l'OCDE pour la reproduction des inégalités sociales à l'école*. » La note en petits caractères essaie de donner une vraie source, et là c'est tout de suite moins fort : « *Selon l'enquête PISA menée par l'OCDE en 2012 le milieu social joue pour 57 points sur un indicateur d'intensité de 100 sur le niveau de mathématiques en France. » Ah, donc deux choses. D'abord, la personne qui a rédigé ça est partie d'un chiffre concernant une seule matière pour en tirer une conclusion portant sur l'ensemble des matières : voilà une faille de raisonnement grossière qui ne me donne pas confiance dans la capacité de cette organisation à apprendre la rigueur intellectuelle aux élèves (le texte ne précise pas non plus s'il s'agit du niveau de mathématiques en fin de collège ou en fin de lycée, ou à un autre moment de la scolarité : tout cela est bien flou). Ensuite, la source indiquée ne dit pas que la France est le pays de l'OCDE pour lequel ce déterminisme social est le plus fort. Bref, l'argument écrit en gros est une extrapolation dans les grandes largeurs.
- Un troisième chiffre : « 7,5% les enseignants contractuels représentaient 4% des enseignants du secondaire en 2005, en 2013 ils en représentaient 7,5%. » Tiens, une dénonciation de la précarisation du statut des enseignants à l'Education nationale. Voilà une touche de socialisme que je n'attendais pas, mais pourquoi pas. Sauf qu'elle n'a aucun rapport avec les inégalités sociales. Et puisqu'on parle d'enseignants contractuels, quel sera le statut exact des enseignants formés par Teach for France une fois qu'ils

arriveront dans l'Education nationale ? La page « Mission » indique que les jeunes diplômés recrutés par l'association seront « sur des postes publics d'enseignants contractuels à temps plein ». Teach for France fait mine de dénoncer la précarisation des enseignants et... y contribue.

Trois chiffres hors-sujet ou extrapolés, une rhétorique qui ne repose sur aucune argumentation sérieuse, et cela alors même qu'il y aurait toutes sortes de moyens de dénoncer réellement les inégalités sociales à l'école en France, moyennant un minimum de documentation sur ce domaine. L'argumentaire de la page d'accueil trahit donc une connaissance très superficielle du sujet et une mise en avant de slogans et de chiffres qui ne supportent pas une lecture un minimum attentive. Ça commence bien.

La suite de l'argumentaire présent sur la page d'accueil a de quoi surprendre pour qui travaille dans l'enseignement. Le texte mobilise les procédés de l'épopée en évoquant un « défi » : curieuse conception de l'enseignement qui met en valeur la personne de l'enseignant et pas du tout les buts de l'enseignement proprement dit.

Les raisons invoquées pour rejoindre le programme vont du fragile au franchement déplacé. S'il s'agit de « contribuer au développement de son pays » ou de « rendre au système éducatif ce qu'il vous a donné », autant travailler directement pour le ministère de l'Education nationale. Mais voilà que l'association propose de « développer son leadership » (mot qui revient souvent sur le site). Or cela n'est pas et ne doit pas être le but d'un enseignant, pour qui l'exercice de l'autorité sur un groupe d'enfants ne doit surtout pas être une fin en soi. Un enseignant n'est pas un meneur d'hommes ! Il y a ici un problème éthique majeur. Et je suis de plus en plus sceptique sur la capacité d'une organisation pareille à former des enseignants capables de répondre aux exigences éthiques qui sont la condition sine qua non à un enseignement public convenable.

Quant au savoir, à l'éthique de l'enseignement, à la prise en charge d'enfants, à la formation de citoyens et aux valeurs républicaines, il n'en est absolument pas question.

La page de présentation de Teach for France

Nous passons à la **page de présentation simplement intitulée « Teach for France »**. On y apprend qu'il s'agit d'une association loi 1901. Elle dit opérer « à l'exclusion de tout but lucratif et en dehors de tout esprit d'appartenance philosophique, religieuse ou politique ». Voici une revendication de neutralité bien difficile à tenir... et surtout, complètement déplacé. C'est que l'Education nationale implique bel et bien un esprit d'appartenance philosophique et politique : l'attachement à la République française, à son histoire, à ses valeurs fondamentales et à la mission du service public (l'école gratuite, laïque et obligatoire). C'est même en partie cela que l'Inspection vérifie, et il y a régulièrement dans les faits divers des anecdotes portant sur des enseignants écartés de l'Education nationale en raison de propos racistes ou xénophobes, sans parler des royalistes occasionnels. Dans sa frénésie à montrer patte blanche, Teach for France mine sa propre crédibilité et trahit encore une fois sa méconnaissance du domaine où elle prétend opérer.

Quand l'association « Teach for France » a-t-elle été créée ? Pas d'informations là-dessus. Un tour sur la Wikipédia en anglais apprend que l'association a été créée en 2015 : elle est donc toute récente, à peine un an d'existence. Autant dire qu'elle se met à peine en place. Rien de

blâmable là-dedans en soi, mais pourquoi dissimuler cette information factuelle basique ? Pour passer pour plus anciens et plus expérimentés qu'ils ne sont ?

Peut-on accéder aux statuts de l'association via son site ? Non.

Y a-t-il des indications permettant d'adhérer à l'association ? Non. On peut seulement s'inscrire pour suivre son programme. Curieux.

Une association pareille, proposant un programme d'accompagnement aussi lourd, ne peut qu'engager des dépenses très élevées. Le site fournit-il des informations sur ses modes de financement (cotisations, dons, subventions) ? Non. Et là, cela devient franchement opaque.

La page mentionne simplement que l'association fait partie du réseau Teach for All, lui-même émanant de Teach for America, association créée en 1990. L'association française reçoit-elle des fonds de la part de Teach for All ? Quelles sont ses relations exactes avec les autres associations du réseau ? Rien là-dessus.

Jetons maintenant un œil à la fin de la page, qui présente la composition du conseil d'administration de Teach for France.

- **Olivier Duhamel** : juriste et politologue, membre de l'Institut Montaigne.
- **Laurent Bigorgne** : tiens, l'Institut Montaigne, lui aussi ? C'en est même le président, bigre. Heureusement que l'organisation dit œuvrer « et en dehors de tout esprit d'appartenance philosophique, religieuse ou politique » (ils ont oublié "idéologique" à dessein, c'était plus difficile à garantir). Lui est agrégé d'histoire et est passé par Sciences Po. Mais aussi par la London School of Economics. Sa page de présentation de l'Institut Montaigne reste bien vague sur son expérience d'enseignement, et est beaucoup plus prolixe sur ses multiples rapports et postes administratifs. C'est le seul agrégé de ce CA et le seul de l'équipe à avoir enseigné dans le secondaire, mais on peut se demander depuis combien de temps. Et surtout, ce n'est pas lui qui garantira le mieux l'action "en dehors de tout esprit d'appartenance politique" de l'association !
- **Emmanuelle Wargon** : a suivi une formation à l'ENA, puis une carrière administrative et politique, notamment au Ministère du Travail et au Ministère en charge des affaires sociales. Actuellement directrice générale des affaires publiques et de la communication chez Danone. Bref, une ancienne du public passée dans le privé.
- **Patricia Barbizet** : a suivi une formation en école de commerce (ESCP Europe), a occupé divers postes liés principalement aux finances dans le monde de l'entreprise (notamment Renault), a également eu des responsabilités chez Bouygues et Total, et travaille depuis dans le domaine du luxe à la tête de la holding Artemis (Ploutos aurait été un nom plus approprié, mais il est vrai que ce dieu, « le Riche », est simplement un autre nom du dieu des Enfers, ça fait moins classe).
- **Maurice Lévy** : un publicitaire et une grande fortune. Un commercial, donc.
- **Bernard Ramanantsoa** : a été directeur du groupe HEC Paris (Hautes études commerciales) pendant 20 ans (1995-2015). Un commercial, donc.

Voilà un CA bien affairiste et extraordinairement commercial pour une organisation qui affirme œuvrer « à l'exclusion de tout but lucratif ». Voilà aussi un CA bien peu compétent en matière de recrutement d'enseignants, puisqu'aucun de ses membres ne possède le moindre diplôme de recrutement de l'Education nationale française (ni un diplôme équivalent d'un autre pays) et qu'aucun non plus n'a d'expérience de l'enseignement dans le secondaire. On sent ces gens bien armés pour communiquer et gagner de l'argent (dans une organisation non lucrative ?) mais on se demande comment ils pourront recruter convenablement de futurs professeurs puisqu'ils ne maîtrisent ni les connaissances de fond, ni les méthodes propres à ce

domaine et qu'ils n'en ont aucune expérience. Accessoirement, une seule personne parmi les six membres du CA (Emmanuelle Wargon) a un tant soit peu travaillé dans le social, et elle est secrétaire, c'est-à-dire pas un grand poste à décisions. C'est bien peu pour une association qui se présente comme une championne de l'égalité des chances.

Passons à « l'équipe », maintenant :

- **Nadia Marik-Descoings** : diplôme en section Ecofi, carrière dans la publicité (donc le monde de l'entreprise), ENA, tribunal administratif de Paris, Sciences Po (et épouse du défunt président de Sciences Po Richard Descoings).
- **Catherine Gassier-Weill** : formée à l'Institut européen d'administration des affaires (qui est une école privée de management). Elle a travaillé à l'ENS Cachan en biochimie. Soyons indulgents, considérons que cela peut l'aider à recruter des enseignants en SVT.
- **Louise Preston** : voilà quelqu'un qui peut se vanter d'avoir une expérience d'enseignement... par une formation interne au groupe Teach for All, puisqu'elle doit sa formation à Teach First qui relève du même groupe et a travaillé ensuite au sein de cette même nébuleuse d'associations. Pas de formation d'enseignante dans l'Education nationale, donc.
- **Cécile De Caunes** : formation à la finance et à la gouvernance (Université externe de Colombie), licence de philo (Paris 1), master de droit (Sciences Po), mais travaille ensuite en entreprise (Airbus, Jean-Paul Gaultier) avant ou pendant son métier de juriste. Son expérience d'enseignement réelle ? Moins d'un an comme chargée de TD à Paris en 2015 avant de repasser à la justice en travaillant comme élève avocat. Ne rions pas : cette expérience de moins d'un an comme chargée de TD reste l'une des plus meilleures à l'échelle de l'équipe de Teach for France, puisqu'il est probable que Cécile De Caunes a eu affaire à des étudiants de L1 tout juste sortis du lycée. C'est ce que Teach for France a de plus proche d'une expérience réelle d'enseignement dans le secondaire.

Et voilà. En commençant cette petite recherche, je craignais que Teach for France ait peu de crédibilité dans ses prétentions à recruter de futurs enseignants et à les proposer à l'Education nationale. En réalité, ce n'est pas peu, c'est aucune. Ces gens n'ont tout simplement pas la moindre idée du domaine auquel ils prétendent contribuer. Rien en matière de connaissances de fond, rien sur les exigences propres à l'enseignement secondaire, rien sur les méthodes pédagogiques.

Je plains les futurs enseignants qui seront « formés » par une organisation pareille. Ils auront droit à beaucoup de communication et deviendront sans doute d'excellents meneurs d'hommes (pardon, d'enfants, mais là encore Teach for France ne semble faire aucune différence puisqu'aucun de ses membres n'a de formation ni d'expérience dans la prise en charge d'enfants), mais ils ne seront absolument pas préparés à enseigner selon les exigences normales de l'Education nationale.

Le programme

La page « Programme » n'est guère plus rassurante sur les compétences de l'association.

J'ai déjà commenté le caractère fragile voire déplacé de l'argumentaire promotionnel en faveur du programme. Passons à ses modalités pratiques : comment Teach for All pense-t-il

soutenir l'Education nationale en France ? Nous allons voir que ses méthodes sont quelque peu étranges.

- Première contrainte étonnante : « Les candidats ne peuvent être ni enseignants ni anciens enseignants. » Il est donc interdit d'avoir déjà une expérience professionnelle dans ce domaine. Teach for France s'interdit ainsi de réconcilier avec l'Education nationale ses anciens membres qui pourraient avoir envie de poursuivre dans l'enseignement via des structures associatives ou d'essayer de repartir d'un meilleur pied, ou encore des gens ayant enseigné à l'université et qui voudraient passer dans le secondaire via une structure associative. Regrettable. Ce qui est plus troublant est que les formateurs aussi ne soient ni enseignants ni anciens enseignants du secondaire !
- Deuxième contrainte : Teach for France recrute sur un « diplôme de Master ou équivalent obtenu (avant leur prise de poste) dans un établissement d'enseignement supérieur de rang international, ainsi que d'excellents résultats universitaires ». Aucune restriction quant au domaine du savoir dans lequel a été mené à bien le master en question. Autrement dit, la maîtrise des connaissances de fond au sujet des matières que les candidats seront amenés à enseigner n'est pas réellement contrôlée. Or vous pouvez avoir passé un excellent master en Architecture et ne pas être du tout au point sur le programme de mathématiques, ou avoir décroché haut à la fin un master en Métiers du livre et être incapable d'enseigner correctement le français. L'omniprésence de la rhétorique de l'excellence dissimule une faille évidente : les candidats recrutés seront excellents...mais pas dans ce pour quoi ils sont censés être recrutés.
- Troisième contrainte : « les qualités pédagogiques et le leadership ». La présentation côte à côte de ces deux exigences totalement différentes, l'une pertinente et l'autre complètement hors de propos, a de quoi inquiéter. Nous avons vu que l'équipe de l'association n'a pas les compétences nécessaires pour évaluer réellement en profondeur les qualités pédagogiques de quelconques candidats. Quant au leadership, sa présence dans le texte trahit une conception de l'autorité calquée sur le management en entreprise ou en administration : une erreur grave sur de nombreux plans, car la prise en charge d'enfants n'a rien à voir avec celle d'adultes, et il est hors de question d'appliquer dans l'Education nationale des procédés en usage dans le management, qui peuvent causer plus de dégâts que de bien sur la psychologie et l'autonomie intellectuelle des élèves.

Y a-t-il un critère d'âge pour s'assurer que les « jeunes diplômés » dont le site nous rebat les oreilles soient réellement jeunes (je rappelle qu'on peut tout à fait décrocher brillamment un master en reprise d'études) ? Non. Donc ils pourront aussi être vieux et il n'y aura pas de jeunisme déplacé. Ou alors le comité de sélection tranchera à vue de nez en toute subjectivité. Ni clair, ni professionnel, et là encore le mot « jeune » est là pour la comm'.

Quant aux modalités de la sélection (il faut comprendre ici : les épreuves de sélection, mais la pertinence du vocabulaire n'est pas le fort de ce site), elles sont assez floues. On ignore la durée des « exercices de mise en situation » tout comme celle de l'entretien individuel. On ignore qui exactement au sein de Teach for France est chargé de les faire passer, ni combien de membres compte le comité de sélection et quelles sont réellement leurs compétences dans ce domaine précis. On ignore même ce qu'un candidat est censé faire lors d'un « exercice de mise en situation en salle de classe » : improviser un cours ? Montrer sa capacité à tenir une classe (Teach for France recrute-t-elle aussi des figurants pour simuler une classe de 28 collégiens ?).

Mais tout va bien, la sélection pour la première année est déjà fermée et on nous promet bientôt l'ouverture de celle qui concernera la « cohorte 2017-2019 ». Oui, car les enseignants sont comparés à des légionnaires romains et forment donc des « cohortes » (il est vrai que l'école et l'armée, c'est tout pareil). Ah, et la sélection a été annuelle cette année mais sera tri-annuelle l'an prochain : vous trouvez ça peu clair ? Moi aussi.

Au fait, combien y a-t-il de places ouvertes au recrutement chaque année ? On n'en sait rien. Combien de candidats y a-t-il eu cette année ? On n'en sait rien non plus. Combien de personnes effectivement recrutées par rapport au nombre de places ouvert ? *Nada*. On critique autant qu'on veut les concours de la fonction publique en raillant sur les postes non pourvus, mais un gros avantage de ces concours, c'est qu'ils sont contraints à la plus grande transparence et que ce type d'information est public. Teach for France est loin de pouvoir en dire autant. Et l'opacité sur ce type d'information, c'est la porte ouverte au magouillage statistique. C'est aussi un cache-misère grossier pour dissimuler les possibles difficultés de recrutement rencontrées par l'association, alors qu'une structure véritablement saine rendrait tout cela public dans les comptes rendus des AG. Et là, c'est vraiment surprenant de la part d'une équipe qui compte autant de membres occupant ou ayant occupé des postes dans les hautes administrations. Un petit rappel sur la reddition des comptes en Grèce antique, peut-être ?

Supposons qu'on soit recruté. En quoi consiste cette formation et comment vole-t-on au secours de l'Education nationale ?

En devenant enseignant contractuel, directement à temps plein (sur quelle base ? 15h comme les agrégés ? 18h comme les certifiés ?). Teach for France a décidément très confiance en ses « jeunes diplômés », puisqu'elle leur impose d'emblée une charge d'enseignement très lourde pour des débutants, bien plus que ce qui est demandé aux enseignants stagiaires qui arrivent dans l'Education nationale après avoir passé le CAPES ou l'agrégation !

Où enseigneront les candidats recrutés ? Dans des établissements REP, les plus difficiles, où une heure de cours vous épuise comme trois. Le tout, encore une fois, en y étant envoyé par des types qui n'ont aucune expérience ni de l'enseignement secondaire, ni du social, ni des banlieues concernées. Ça promet.

Quant au statut d'enseignant contractuel, ce n'est pas compliqué, c'est le statut le plus précaire dans l'Education nationale. Difficile de faire autrement... attendez, en fait, si, on peut se faire directement recruter par l'Education nationale. Ce qui doit être très faisable quand on est un « jeune diplômé » titulaire d'un master avec « d'excellents résultats universitaires ». Donc encore une fois, Teach for France ne sert à rien... à part à précariser les gens.

Mais une seconde, il y a un programme d'accompagnement ! Quatre personnes, rien que ça. Ah, espérons qu'au moins il y a des enseignants, cette fois-ci.

Alors. « Un référent » désigné par l'Académie (donc la structure locale de l'Education nationale). Est-il enseignant ? Rien, tout est flou, là encore !

Un tuteur, ensuite. Enseignant ou ex-enseignant. Une seconde, donc il peut tout à fait ne plus avoir enseigné depuis vingt ans et donner des conseils à un prof débutant de nos jours ? Ça promet. Et qui le désigne ? L'Education nationale, au moins ? Non ! Teach for France ! Sauf que, comme on l'a vu, les gens de Teach for France ne connaissent rien à ce domaine. On peut donc légitimement se demander sur quels critères ils vont bien pouvoir recruter les candidats

(sur leur bonne mine ? sur leur bagou ? sur leur docilité aux intérêts de l'association ?). Maintenant, que va faire ce tuteur enseignant ou ex-enseignant ? « Assister le participant dans la gestion de sa classe et de l'aider à faire face aux situations complexes auxquelles il est confronté ». Là encore, rien sur la formation aux connaissances de fond indispensables pour pouvoir enseigner quelque chose à quelqu'un (vous savez, quand on enseigne quelque chose, on est censé connaître le domaine en question avant... mais ça n'est pas important pour Teach for France !).

En plus de ça, « un tuteur issu de l'équipe de Teach for France ». Faites votre choix, vous préférez les commerciaux ou les spécialistes en aéronautique ? Quant au rôle exact de ce deuxième tuteur, rien dessus.

Attendez, il en reste encore un : « Un leadership mentor, issu du monde de l'entreprise. » Quel intérêt pour un prof débutant ? Aucun. C'est complètement déplacé.

Le pire est encore à venir. Une fois que les malheureux ont éclusé leurs 15 ou 18 heures de cours dans la semaine, ils ont un « accompagnement » tellement lourd que l'année de stage, à côté, c'est l'hibernation de la marmotte. Une séance individuelle hebdomadaire (« entre chaque participant et son tuteur », ah mais lequel ? Il y en a deux, vous avez dit... On ne saura pas, encore une fois c'est flou), une séance collective hebdomadaire, une observation de classe mensuelle et un séminaire trimestriel. Et la deuxième année c'est encore plus lourd avec les « séances bimensuelles » du leadership mentor.

Est-ce qu'au moins certains de ces rendez-vous impliquent le référent de l'Académie ? Non ! Tout ça prend place dans la structure Teach for France.

On a donc une « formation d'enseignants » qui prend entièrement place au sein d'une structure composée de gens qui n'y connaissent rien à l'enseignement secondaire ni à l'Education nationale, et où l'Education nationale n'a jamais son mot à dire. Cette formation n'est pas contrôlée, il n'y a aucune garantie donnée au Ministère ni aux citoyens qui vont confier leurs enfants à ces types.

Quel intérêt pour Teach for France et le monde de l'entreprise en général ? Evident : on prend un jeune diplômé brillant, on va le balancer en REP dans un collège super craignos où il va s'en prendre plein la gueule de la part des élèves, et comme il est bien fragilisé psychologiquement, on le maintient en permanence dans l'association, aux mains de types issus du monde de l'entreprise qui vont lui raconter ce qu'ils voudront en faisant tout pour prendre l'ascendant sur lui. A la sortie, ça donne des « enseignants » qui n'ont aucune formation réelle et qui sont menés par le bout du nez par cette association, laquelle ne présente aucune garantie ni aucune transparence. Si ça marche, ça donne des enseignants qui sont aux mains du monde de l'entreprise et qui doivent tout à son réseau. Et si ça ne marche pas, notamment en cas de gros incident en classe, rien n'empêche l'association de les laisser tomber, voire de se défausser sur le Ministère puisque c'est formellement lui l'employeur. Bref, Teach for France prend la gloire pour elle et laisse les problèmes à la fonction publique.

L'évaluation de l'impact et les "alumni"

La **page détaillant l'évaluation de l'impact** est une autre invention très drôle de "Teach for France" : elle consiste à définir elle-même les critères sur lesquels elle a envie qu'on l'évalue. Et comme on s'y attendait, "Teach for France" considère le système éducatif comme une simple boîte à bac. Aucune évaluation interne n'est prévue pour contrôler par exemple le

niveau réel de connaissances des enseignants recrutés, ni leur bon respect des programmes, alors que c'est primordial à ce stade de leur formation et que tout enseignant stagiaire subit ce type de contrôle. C'est si caricatural que rien n'empêche de penser que ce tour de passe-passe a pour visée de contourner les contrôles habituels dans la formation des enseignants.

La page « **Alumni** » (notez l'anglicisme inutile) est courte, mais c'est elle qui en dit le plus long sur la visée réelle de l'association. Oh, bien sûr, les enseignants recrutés sont encouragés à « rester enseignants », ou plutôt, faudrait-il dire, à le devenir réellement, en passant les concours. Mais tout le reste, c'est-à-dire les quatre autres points, concernant tous l'exercice d'une influence au profit des intérêts de Teach for France, quels qu'ils soient. Tout est là : travailler dans l'encadrement en établissement (autrement dit, devenir principaux ou proviseurs), dans l'administration de l'Education nationale (autrement dit dans les rectorats voire dans l'Inspection, par des types qui n'auraient eu aucune formation d'enseignants réelle, rappelons-le), « œuvrer en faveur des politiques éducatives dans le cadre associatif », c'est-à-dire en substance servir les intérêts de l'association et de son réseau de connaissances pour influencer sur les réformes de l'enseignement, et, bien entendu, prendre contact avec les mondes politique et médiatique. J'appellerais bien ça un cheval de Troie, s'il y avait une quelconque tentative réelle pour cacher quelque chose : là, c'est plutôt la stratégie du « plus c'est gros, plus ça passe ».

Sauf qu'à ce niveau d'incompétence, d'irresponsabilité et de prétention, ça ne passe pas.

Conclusion

Résumons :

- Ces gens n'ont ni formation ni expérience dans les métiers impliquant la prise en charge d'enfants et d'adolescents.
- Ils n'ont ni formation ni expérience sur les connaissances de fond indispensables pour couvrir correctement les programmes.
- Ils n'ont, dans leur écrasante majorité, ni formation ni expérience dans l'enseignement au collège et au lycée.
- Ils n'ont, toujours dans leur écrasante majorité, ni formation ni expérience des banlieues ou du traitement des inégalités sociales.

Bref, ils sont incompétents et inexpérimentés.

- Incompétents, ils vont recruter des gens sans doute brillants mais incompétents pour la tâche précise qui va leur être demandée dans les établissements.
- Le programme de "formation" prévu est d'une lourdeur incroyable et vise à changer les recrutés en gérants de boîte à bac axés sur leurs chiffres à très court terme, sans leur donner le niveau de fond ni la formation éthique et professionnelle réellement nécessaires à l'exercice du métier d'enseignant. Il risque de s'avérer très éprouvant physiquement et psychologiquement pour les candidats recrutés, au risque, soit de causer des incidents et/ou des dépressions, soit de les briser et d'en faire des pantins aux mains de l'organisation.
- Tout le système est d'une opacité hallucinante.
- Ils n'offrent aucune garantie ni à ceux qu'ils vont recruter, mais exigent une participation à vie à un réseaux d'anciens, exigence qui risque de s'avérer assez lourde

pour les recrutés qui auraient envie de ne plus être associés à "Teach for France" si l'expérience s'avère décevante.

- Ils n'offrent aucune garantie au Ministère de l'Éducation nationale, ni aux parents d'élèves, ni aux élèves, sur leur éthique professionnelle et sa compatibilité avec les valeurs de l'enseignement public. Cela signifie qu'en dépit de leurs déclarations, l'association peut bel et bien fonctionner au service d'à peu près n'importe quel intérêt politique, religieux, idéologique ou financier, puisqu'il n'y a aucun contrôle.
- Ils proposent à l'Éducation nationale un contrat où elle a tout à perdre. En cas de succès, "Teach for France" s'attribuera les bons résultats en faisant oublier le rôle des formateurs académiques des rectorats et des collègues déjà en poste (enseignants, CPE, documentalistes, principaux, assistants de vie scolaire, etc.) qui jouent toujours un rôle important auprès des jeunes collègues à leurs débuts. Et en cas d'incident, comme l'Éducation nationale sera formellement l'employeur, c'est elle qui sera visée de plein fouet, alors que c'est "Teach for France" qui met en place un système irresponsable de bout en bout sans se soucier ni de l'impact réel sur les élèves confrontés à des "professeurs" dépourvus de formation correcte, ni de l'impact sur les jeunes professeurs ainsi formés.
- Les prétentions de "Teach for France" à lutter contre les inégalités sociales sont comme on le voit injustifiées et cyniques : je ne vois pas en quoi c'est aider les élèves des établissements défavorisés que de leur envoyer des professeurs encore moins bien formés et totalement inexpérimentés par rapport à la moyenne des enseignants du Ministère. D'autant que, comme on l'a vu, les mots de "grandes écoles" et de "diplômés" ne peuvent pas faire oublier longtemps que les écoles et les diplômés en question ne valident pas des compétences d'enseignement dans le secondaire et que les jeunes recrues, si brillantes soient-elles par ailleurs, ne sont en réalité ni préparées ni formées pour ce qui les attend.

Et en dépit de ces failles béantes, qui seraient une cause de scandale et de démission si n'importe lequel d'entre eux s'avisait de recourir aux mêmes procédés dans le cadre de ses fonctions non-associatives, ils prétendent non seulement égaler l'Éducation nationale mais faire mieux !

Au passage, "Teach for France" ne se prive pas de récupérer allègrement et sans aucune autorisation l'image des jeunes diplômés des grandes écoles. Or, en dépit des clichés, ces élèves ne sont ni des surhommes ni des génies, mais des gens disposant d'une formation spécialisée qui ne les rend pas omnipotents - et ils n'ont jamais prétendu l'être. La rhétorique de "Teach for France" renforce ici délibérément des clichés faux et délétères, qui ne peuvent que nuire aussi bien aux futurs enseignants ainsi "formés" qu'à leurs collègues en installant un climat de concurrence qui n'a pas lieu d'être au sein des établissements scolaires.

En outre, si je m'en tiens au cas de l'École normale supérieure, les élèves de ces grandes écoles n'ont pas attendu des Pieds Nickelés pareils pour s'intéresser aux inégalités sociales et à l'enseignement par le biais de leurs propres projets et structures associatives, dont même les plus modestes apparaissent plus sérieux que "Teach for France". En effet, ces projets, si restreints soient-ils, ont sur "Teach for France" un avantage certain : ils s'intéressent sincèrement à la diffusion du savoir et aux élèves, et ne cherchent pas à pervertir le domaine de l'éducation pour en faire l'instrument de leur réseautage au service du privé et au mépris de l'intérêt général réel.

Au demeurant, les gens qui s'impliquent dans ce projet délirant feraient bien d'y réfléchir à deux fois : il a de telles allures de passoire quand on l'examine dès maintenant qu'il risque fort de se changer en casserole peu reluisante au bout de quelques années.

Liens externes

Voici des liens vers d'autres analyses portant sur Teach for France et sur le réseau Teach for All. Naturellement, les articles portant sur les organisations "Teach for..." d'autres pays doivent être replacés dans le contexte propre aux structures éducatives des pays en question.

Au sujet de Teach for France :

- ["Teach for Capital : An Introduction"](#), billet de blog (en français) du 26 juin 2016 sur le blog de Maria Noland, Franco-Américaine qui propose une analyse critique de discours sur Teach for France.
- [La formation des enseignants confiée en douce au privé](#), article de Sylvie Ducatteau le 9 août 2016 dans "L'Humanité". (Hé, "L'Humanité", journal fondé par Jaurès, un ancien de l'ENS ! J'espère que "Teach for France" ne critiquera pas ce choix d'article : moi aussi j'ai mon réseau d'anciens, puisqu'ils trouvent ça si exciting.)
- [«Teach for France», un danger pour l'école publique](#), entretien de Sylvie Ducatteau avec Maria Noland le 9 août 2016 dans "L'Humanité".

Au sujet de Teach for America et des autres organisations du réseau Teach for All :

- ["Why I Said No to Teach for America, and Why You Should Too"](#), article de Sandra Korn le 23 octobre 2013 sur son blog du "Huffington Post".
- [Why I did TFA, and why you shouldn't](#), billet de blog (en anglais) de Gary Rubinstein le 31 octobre 2011 sur son blog sur "Teach for Us". Rubinstein a des phrases qui peuvent s'appliquer d'une façon troublante à "Teach for France" : "TFA and the destructive TFA spawned leaders suffer a type of arrogance and overconfidence where they completely ignore any evidence that their beliefs are flawed. The leaders TFA has spawned are, to say this in the kindest way possible, 'lacking wisdom.' They say things like 'Poverty is not destiny,' which is true if they're saying that it is possible for some to overcome it, but not true if they are saying that teachers, alone — and untrained teachers, at that — have the power to do this."
- [Calling Out Teach for America's Myths](#), billet de blog de T. Jameson Brewer (en anglais) sur son blog du "Huffington Post".
- ["Teach for America and the Dangers of Deficit Thinking"](#), article d'Ashlee Anderson dans la revue *Critical Education* (volume 4, numéro 11, 2013). Anderson analyse les dangers du discours développé par Teach for America d'un point de vue ethnographique en usant de la notion de "deficit thinking" et montre la façon dont l'organisation pathologise les familles, les étudiants et les communautés où sont envoyés ses "enseignants", ce qui contribue à perpétuer et à renforcer les inégalités que subissent les établissements défavorisés où l'organisation opère. Il est possible de télécharger librement l'article en PDF à partir de [cette autre page du même site](#).
- ["The hidden truth behind Teach for America's political empire"](#), article de James Cerconsky (en anglais) le 17 septembre 2013 sur le site "Salon". Cerconsky dénonce les changements graduels de l'organisation, qui s'est intéressée de moins en moins à la formation de professeurs et de plus en plus au lobbying politique, en considérant ses anciens élèves comme des pantins politiques destinés à travailler dans l'administration de l'éducation. Lire notamment pour une affaire impliquant TFA et des pratiques d'intimidation exercées contre l'Université du Minnesota.
- ["Teach For America's Civil War"](#), article de James Cerconsky le 9 juillet 2013 sur le site Prospect, à propos de la première campagne nationale d'opposition à Teach for

America, menée par d'anciens membres du mouvement et par des professeurs en 2013 : "Organizing Resistance Against Teach for America and its Role in Privatization".

- Sur ce même mouvement, voir "[Teach For America under heavy fire from educators and former members](#)", article d'Amanda Holpuch le 17 juillet 2013 dans "The Guardian".
- "[This Is What Happens When You Criticize Teach for America](#)", article de George Joseph (en anglais) le 29 octobre 2014 sur "The Nation", au sujet des pratiques récurrentes d'intimidation envers les anciens membres de "Teach for America" dès lors qu'ils formulent la moindre critique contre l'organisation (ça donne envie, non ?).

Bibliographie

T. Jameson Brewer et Kathleen deMarrais, *Teach For America Counter Narratives: Alumni Speak Up and Speak Out*, New York, Bern, Berlin, Bruxelles, Frankfurt am Main, Oxford, Wien, 2015, ISBN : 9781454192572. (Hashtag sur Twitter : #TFACounterNarratives)?

Page rédigée en août 2016.

<http://www.normalesup.org/~pcuvelier/wwwsecondaire/teachforfrance.html>